

«L'intérêt de l'enfant n'est pas respecté»

LUXEMBOURG - Depuis 2010, 1 119 plaintes de non-représentation d'enfants ont été déposées au Luxembourg, dans le cadre d'un divorce. Seules seize ont été suivies d'une condamnation.



La plainte de non-représentation peut être traitée parfois des mois après les faits, ce qui complique encore plus la situation. (photo: AFP)

37

Recommander

3

Tweeter

0

8+1

Au moment d'un divorce, se pose la question de la répartition des biens, de la pension alimentaire, mais aussi et surtout celle de la garde des enfants. Aller un week-end sur deux chez papa ou maman, trouver un compromis pour les vacances scolaires ou pour les fêtes de famille... Gérer cette nouvelle vie peut devenir un vrai casse-tête. Et les choses se compliquent encore plus si l'un des deux parents ne respecte pas le droit de visite ou d'hébergement de l'autre. C'est ce qu'on appelle la non-représentation d'enfant, un délit passible d'une peine d'emprisonnement allant de huit jours à deux ans et d'une amende de 251 à 2 000 euros selon le Code pénal (article 371-1).

Une de ces affaires avait récemment défrayé la chronique au Luxembourg, tournant à l'enlèvement d'enfant. [En juillet dernier](#), une information judiciaire pour enlèvement et non-présentation d'enfant avait été ouverte contre une mère qui résidait au Grand-Duché. «De tels cas demeurent très rares au Luxembourg», selon Maître Deidre Du Bois, avocate au Luxembourg, amenée à traiter de nombreux cas de divorce. «Il y a en revanche un vrai problème dans la gestion des conflits. Ceci est dû en partie à des manquements dans le système judiciaire», lance quant à lui le responsable de l'ORK (Comité pour les droits de l'enfant) René Schlechter.

«Souvent, un même parent dépose plusieurs plaintes»

Selon les chiffres du parquet, 1 119 plaintes de non-représentation d'enfants ont été déposées depuis 2010 au Grand-Duché, mais seulement 16 ont été suivies d'une condamnation. L'association [«Alteren getrennt»](#), accuse le parquet de «passivité». «Je ne comprends pas pourquoi la justice ne fait rien. Lorsque l'un des deux parents ne paye pas de pension alimentaire, il est sanctionné, mais quand il ne ramène pas son enfant à l'autre, il ne se passe rien», s'insurge Romain Schroeder, à la tête de l'ASBL. Selon lui, le manque de réactivité de la justice pénalise directement l'enfant «l'intérêt supérieur de l'enfant n'est pas respecté. Dans ces conditions il ne peut avoir de relations saines avec ses deux parents».

Les chiffres du divorce au Luxembourg

Selon les dernières données du parquet relevant de l'année judiciaire 2012/2013, il y a eu au total 1 205 divorces prononcés au Grand-Duché. Selon l'une des dernières études du Statec datant de 2011, ces chiffres sont en constante augmentation depuis les années 60. Les divorces sont passés de 153 par an à plus de 1 200 en l'espace de 50 ans.

Les différents types de divorce

- Par consentement mutuel: Les

Contacté par L'Essentiel, le parquet compte se prononcer sur ce problème dans les semaines à venir et se réfère pour le moment à la réponse parlementaire du ministre de la Justice, Felix Braz, datant d'avril dernier. «La plupart des plaintes sont déposées dans les premiers mois de la rupture, qui est une phase très difficile. Souvent, un même parent dépose plusieurs plaintes», précise-t-il. Le ministre évoque également des situations dans lesquelles la sanction n'est pas jugée utile. «Souvent, les enfants ont été ramenés avec un peu de retard et dans ce cas-là, ce sont les parents qui interprètent mal la loi».

Pas de service spécialisé pour guider les parents

Un point de vue partagé par Maître Deidre Du Bois: «Beaucoup de parents utilisent leur enfant comme un intermédiaire. "Regarde ton père, il ne vient jamais te chercher à l'heure" ou "pourquoi ta mère ne veut pas que tu viennes pendant les vacances?"

Le petit garçon ou la petite fille se retrouve au centre du conflit, alors qu'il ou elle voudrait juste avoir la paix». Et la lenteur de la procédure n'arrange pas les choses. «On peut traiter un dossier parfois six mois après que les faits se sont déroulés».

«Ici au Luxembourg, les juges envoient souvent les parents en médiation, mais cela ne suffit pas forcément. En réalité, il n'existe pas de service spécialisé pour les guider. En Allemagne par exemple, il y a des centres de consultation qui regroupent des professionnels qui travaillent ensemble, comme des avocats des psychologues et des éducateurs», regrette le responsable de l'ORK, René Schlechter. Une solution qui, selon lui, permettrait peut-être à l'enfant de ne plus avoir l'impression d'être «une balle de ping-pong».

Enfants et divorce

Les époux sont d'accord pour mettre fin au mariage et se mettent d'accord sur les conditions juridiques du contrat.

- **Pour rupture de la vie commune:** Les époux sont séparés depuis un certain temps et veulent définitivement mettre fin à leur mariage.

- **Pour faute:** L'un des deux demande le divorce, car l'autre a commis une faute grave (violences, adultère,...).

La garde des enfants

Au Luxembourg, la loi ne prévoit pas la possibilité d'une garde conjointe des enfants, qui sont forcément confiés au papa ou à la maman.

L'autre parent aura alors un droit de visite. Si la Belgique, l'Allemagne et la France pratiquent la garde alternée, c'est encore en majorité la mère qui obtient le droit de garde.

(Nastassia Solovjovas/L'essentiel)